

L'Union Européenne survivra-t-elle au Covid-19 ?

Le 9 mai 2020 se déroulait le 70^{ème} anniversaire de la Déclaration Schumann, texte fondateur de l'Union Européenne (UE). Pourtant, celle-ci n'a jamais paru aussi proche de l'implosion : croissance économique en berne depuis 2008, montée des extrémismes et de l'eurosepticisme, refus d'intégrer de nouveaux états... L'incapacité des Européens à tomber d'accord leur a une fois de plus coûté très cher.



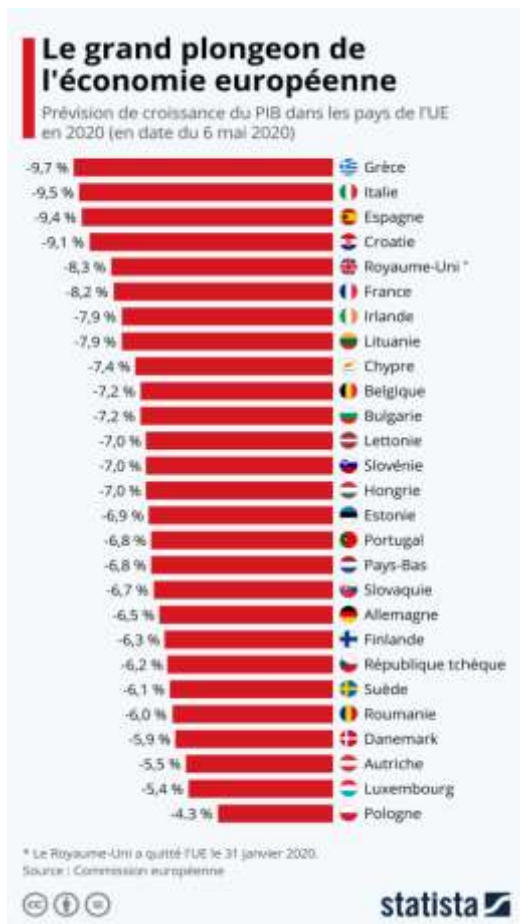
Une gestion chaotique de la crise

Début 2020, alors que la Chine confine par centaines de millions ses habitants, et que tous ses voisins se barricadent et se préparent au pire, l'Europe, à peine sortie d'un douloureux Brexit qui a vu sa deuxième puissance économique se retirer de l'union, ignore la menace. Le SRAS en 2003, Ebola en 2014, ces épidémies n'ont pas été une menace pour l'Occident, pourquoi considérer cette « petite grippette » comme un danger ? L'erreur fut fatale, en à peine quelques semaines, le continent européen, dit « développé » devient le principal foyer de la pandémie dans le monde. Incapable de mettre en place une approche collective, chaque état adopte ses propres mesures : l'Italie confine sa population dès le 10 mars, la Suède et les Pays-Bas misent sur l'immunité collective, le Royaume-Uni les imite puis se ravise, la France ordonne le confinement le 17 mars mais maintient ses élections municipales le 22, les autres états adoptent progressivement des mesures similaires mais l'Allemagne refuse de priver ses habitants de liberté de déplacement... Faute de stratégie commune les états ferment sans prévenir leurs frontières, chacun se méfiant du voisin infecté, faisant ainsi fi de 70

ans de coopération européenne (pour les membres les plus anciens).

Crise économique

L'UE se relevait déjà très difficilement de la crise des subprimes de 2008, mais avec une deuxième crise économique mondiale la reprise s'annonce rude. Avec un taux de chômage qui pourrait bondir à 12 % (contre 7,5 % avant la crise), une récession déjà annoncée comme « la plus importante de son histoire » (diminution de 7,4 % du PIB contre 4,5 % après la crise de 2008) l'UE risque la faillite économique. Si la mauvaise gestion des banques annonçait déjà une nouvelle crise, il est évident que le confinement et le gigantesque choc de demande négatif qui en a résulté a largement aggravé une situation déjà précaire. Des secteurs entiers de l'économie pourraient bien s'effondrer ou au moins être durablement impacté. Ainsi, par exemple la Grèce qui a réussi à contenir l'épidémie risque fortement de retomber en récession voire en dépression (diminution de presque 10 % du PIB attendue) à cause de l'effondrement de son secteur touristique. De manière générale, c'est toute l'activité productive qui doit être revue : télétravail, distanciation sociale, aucun grand rassemblement, moins de déplacements... L'injection massive de liquidités est prévue pour sauver les secteurs en difficulté (restauration, tourisme, culture...) à l'image de l'Allemagne qui a déjà débloqué 1100 milliards d'euros pour sauver son économie dépendante des exportations. À l'échelle européenne, un plan d'aide commun peine à se mettre en place.



Une fracture réveillée

Alors que les semaines passent et que le confinement dure, la vieille fracture Nord/Sud qui divise profondément les Européens se réveille lorsque certains pays dont la France et l'Italie demandent la mise en place de « corona bonds ». Ce système a pour but de réaliser un emprunt collectif au nom de l'UE dans son ensemble pour relancer l'activité des pays les plus durement touchés par la crise. Il permettrait notamment de garantir des taux d'intérêt moins élevés que si chaque état membre empruntait de son côté (le risque d'insolvabilité étant bien moindre à l'échelle de l'UE toute entière). Cependant, comme en 2008, les pays du Nord de l'UE (Allemagne et Pays-Bas en tête) s'opposent directement à la proposition, ne voulant pas payer pour la mauvaise gestion de la crise d'autres pays. C'est là que le bât blesse pour certains états membres. À l'issue d'un Conseil européen, le Premier ministre portugais António Costa, qualifie de « répugnant » l'attitude néerlandaise en affirmant que « *cette mesquinerie récurrente mine totalement ce qui*

fait l'esprit de l'Union européenne et représente une menace pour l'avenir de l'Union européenne ». Dans le même temps l'Italie se sent une nouvelle fois abandonnée par l'UE, après la crise migratoire de 2015 et la montée de l'extrême droite, les Italiens seraient désormais favorables à une sortie de l'union. Un mois et demi plus tard les choses semblent cependant évoluer : l'Allemagne (habituellement fermement opposée à des projets de mutualisation des dettes) et la France, se mettent d'accord pour proposer une aide de 500 milliards d'euros à destination des secteurs les plus touchés par la crise dans les pays en situation précaire. Si le refus des Pays-Bas et de l'Autriche (entre autres) était inévitable, ce changement historique de la position allemande et ce retour du « couple franco-allemand » laissent à penser que d'autres projets sont en préparation.



Un manque de solidarité lourd de conséquences

« Chacun pour soi » voilà comment la situation peut être résumée. Face à la gravité de la crise la solidarité européenne semble s'évanouir : la Roumanie a interdit la vente de matériel médical à ses voisins, la France a réquisitionné 4 millions de masques à destination de la Suède, la République Tchèque a récupéré des masques donnés par la Chine à l'Italie pour son usage national. Bien sûr la solidarité européenne n'est pas morte, l'Allemagne a par exemple accueilli 200 malades français, mais elle a été sérieusement mise à mal par la crise et non sans effets. Alors que le grand frère américain brille par son absence, d'autres puissances profitent ainsi du chaos ambiant pour faire valoir leurs intérêts. Par exemple, l'Italie reçoit de l'aide médicale de la Russie,

de la Chine, et même du Venezuela et de Cuba, alors même que ses voisins européens se barricadent et lui volent des masques. En jouant sur le sentiment d'abandon des Italiens et sur le succès des mouvements nationalistes qui fleurissent partout dans l'UE, des pays comme la Russie pourraient bien réussir à « diviser pour mieux régner ». Mais cela ne doit pas faire oublier aux Européens qu'ils sont leur principal ennemi. Ainsi pendant que les dirigeants de l'UE sont occupés à résoudre la crise sanitaire chacun de leur côté, Viktor Orbán se fait voter les pleins pouvoirs « indéfiniment » en Hongrie le 30 mars, le gouvernement polonais continue son muselage de la justice et des médias et le parlement français adopte la loi « Avia » accusée par l'opposition de mettre en péril la liberté d'expression sur Internet.

Quels espoirs pour l'avenir de l'UE ?

Tous ces éléments mettent sérieusement en péril l'avenir de l'union. Cette crise a mis au jour un grand nombre de lacunes stratégiques de l'UE : aucun plan sanitaire à l'échelle continentale, manque de visibilité et de crédibilité, incapacité chronique des gouvernements à se mettre d'accord, manque de solidarité, sursauts nationalistes. Au vu de la crise du Covid-19, l'UE semble avoir cruellement besoin de profondes réformes si elle ne veut pas définitivement implorer. Entre l'attitude imprévisible et unilatéraliste de Donald Trump et la montée en puissance de la Chine et de la Russie, il est pourtant clairement dans l'intérêt des Européens de réussir à parler d'une seule voix s'ils veulent se faire entendre et garder une compétitivité à l'échelle mondiale.



Le président polonais Andrzej Duda (à gauche) serrant la main de Viktor Orbán (président hongrois)

